

Prière d'afficher et de diffuser

APPEL DE CANDIDATURES – CONSEILLER.ÈRE JURIDIQUE VOLONTAIRE AU MALI

Poste :	Conseiller.ère juridique volontaire – Litige Stratégique (LS)
Pays d'affectation:	Mali (Bamako)
Durée:	mandat de six (6) mois
Date de début:	février 2026
Langue de travail:	Français
Conditions:	Mandat sur place : Les mandats sont de nature volontaire. Tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billets d'avion) sont couverts par le programme. Le mandat est non accompagné. La/le volontaire doit participer à des séances de formation et préparation pré-départ.

Avocats sans frontières Canada (ASFC)

ASF Canada est une organisation non gouvernementale de coopération internationale dont la mission est de contribuer à la mise en œuvre des droits humains des personnes en situation de vulnérabilité, par le renforcement de l'accès à la justice et à la représentation juridique.

Contexte

ASF Canada est présentement à la recherche de conseiller.ère.s juridiques volontaires pour le projet, « Renforcer la santé et les droits sexuels et reproductifs au Bénin, au Burkina Faso et au Mali » (PLURIELLES).

Le projet PLURIELLES est mis en œuvre par un consortium d'organisations (ASF Canada, SOCODEVI et Santé Monde) et financé par Affaires Mondiales Canada. Ce projet vise à accroître la jouissance des droits de la personne relatifs à la santé et aux droits sexuels et reproductifs par les détenteurs et détentrices des droits les plus vulnérables et marginalisé.e.s, en particulier les femmes et les adolescentes au Bénin, au Burkina Faso et au Mali. C'est dans ce cadre qu'ASF Canada est à la recherche de volontaires devant soutenir la mise en œuvre du projet.

Sécurité et mesures sanitaires

La sécurité des volontaires et des autres collaborateur.trices est au cœur des préoccupations des membres du consortium. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatrié.e.s, les volontaires et le personnel en mission court terme.

Le/la candidat.e sélectionné.e est formé.e en matière de sécurité et doit s'engager à respecter les mesures et protocoles, dont les politiques institutionnelles, les mesures sanitaires et le contexte sécuritaire. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, ASF Canada et ses partenaires du consortium peuvent reporter ou annuler le déploiement de volontaires sélectionné.e.s, notamment pour des motifs liés à la sécurité ou à la situation sanitaire.

Description du poste

Le/la conseiller.ère juridique volontaire est appelé.e à réaliser une diversité de tâches juridiques liées aux droits humains au sein du projet PLURIELLES. Le/la volontaire contribue prioritairement à la mise en œuvre des objectifs stratégiques de litige, visant à faire évoluer les cadres juridiques, la jurisprudence et les pratiques institutionnelles en matière de droits humains. À ce titre, il/elle appuie l'identification de cas emblématiques, l'analyse juridique stratégique et le suivi de dossiers de litige portés devant les juridictions nationales et/ou les instances régionales ou internationales, en coordination avec les OSC, les avocat.e.s et les juristes partenaires.

Concrètement, sous l'autorité du Directeur de projet, du conseiller juridique au Mali et en étroite collaboration avec l'équipe de PLURIELLES au Canada, au Bénin, au Burkina Faso et au Mali, le/la coopérante.e volontaire est appelé.e à réaliser les tâches suivantes :

- Appuyer les partenaires d'ASF Canada, organisations de la société civile (OSC) et avocat.e.s impliqués dans les dossiers de litige stratégique ;
- Participer à l'organisation et la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités des OSC accompagnant les victimes impliquées dans les dossiers de litige stratégique ;
- Effectuer des recherches juridiques, la veille judiciaire et le suivi des procédures dans les thématiques et dossiers de litiges préalablement identifiés par le responsable de la thématique services juridiques et lutte contre l'impunité ;
- Appuyer les OSC dans le développement de stratégies juridiques, judiciaires et de plaidoyer des dossiers sélectionnés ;
- Élaborer et appuyer la mise en œuvre des outils méthodologiques visant à appuyer le travail des OSC accompagnant les victimes impliquées dans ces dossiers ;
- Dresser et mettre à jour un tableau d'information et de suivi des dossiers contenus dans la base de données ;
- Participer au rapportage détaillé ainsi qu'au suivi et évaluation des activités mises en œuvre ;
- Contribuer à l'identification de cas de litige stratégique et à la collecte de bonnes pratiques et de leçons apprises entre les 3 pays et aux réflexions sur la stratégie de pérennisation des actions du projet.

Et, de manière générale, effectuer toute autre tâche connexe, utile ou nécessaire à la demande de l'organisation.

Qualifications

- Formation universitaire en droit;
- Maîtrise du français parlé et écrit;
- Connaissances en matière de droit pénal international et/ou de droits humains, et/ou de justice de genre et violence sexuelle et/ou de santé et droits sexuels et reproductifs;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs de la société civile;
- Aptitudes pour la rédaction et la recherche juridique;

- Capacité à intégrer rapidement les concepts de droit interne pour les harmoniser avec les connaissances en droit international;
- Capacité à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travailler sous pression etc.);
- Forte motivation associative, sens de la solidarité internationale, adhésion aux valeurs d'ASFC et des organisations membres du consortium;
- Capacité à travailler en équipe, en contexte multidisciplinaire et dans un environnement multiculturel, entregent, intelligence interpersonnelle, esprit d'initiative et débrouillardise;
- Capacité à s'intégrer à des dynamiques de travail variées;
- Disponibilité pour voyager à l'intérieur du pays dans le cadre du mandat, si les conditions sanitaires et sécuritaires le permettent ;
- Compétences informatiques de base (Word, Excel, Outlook);
- Respect absolu de la confidentialité de l'information traitée au sein du projet.

Atouts

- Maîtrise ou doctorat en droit;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires;
- Expérience en gestion de projet et connaissance de la gestion axée sur les résultats;
- Expérience de travail dans un pays d'Afrique de l'Ouest;
- Connaissances du contexte social, économique et juridique du pays ou d'autres pays en développement ou en situation post-conflit.
- Connaissance du fonctionnement de la commission et de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples et des mécanismes de protection des droits humains de l'Union africaine et au niveau international;
- Connaissance du cadre juridique entourant les droits des femmes et les droits sexuels et reproductifs en Afrique (protocole de Maputo, etc.);
- Expérience dans le recours aux mécanismes régionaux (Commission Africaine, Cour Africaine, etc.) et internationaux (procédures spéciales et organes de traités de l'ONU) de protection des droits humains;
- Expérience auprès des associations d'aide aux femmes victimes de violences ou en matière d'accès à la justice des femmes victimes de VBG.

Conditions d'admissibilité

- Être couvert.e par le régime d'assurance santé de son pays d'origine ou par un régime privé;
- Être disponible pour participer à une formation pré-départ dès le 23 février 2026.

Processus de sélection



Les candidat.e.s intéressé.e.s doivent présenter leur dossier de candidature (lettre de motivation et curriculum vitae en français) à recrutement.pcv@asfcanada.ca en indiquant dans l'objet « Conseiller.ère juridique volontaire LS- PLURIELLES» **au plus tard le 12 février 2026.**

Nous remercions tous.tes les candidat.e.s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées seront contactées.